



6.1 – Police municipale

## ARRÊTÉ n° 2026/079

### Portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de la Ville de Gien,  
*Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4,*  
*Vu le code de la route,*  
*Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 novembre 1997 relative au domaine communal, à la gestion directe par la ville à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, des foires et marchés, fêtes foraines, occupations diverses du domaine public de la ville,*  
*Vu la décision n°2025/041 du 15 octobre 2025 relative à la révision des tarifs communaux, droits de place,*  
*Vu la demande en date du 26 janvier 2026 de LogemLoiret, 6 rue du Commandant de Poli, 45403 Orléans Cedex 1,*

## ARRÊTE

- Article 1 -** A l'occasion d'un spectacle gratuit, organisé pour les locataires de LogemLoiret, le stationnement d'un Opérabus est autorisé sur le parking au droit des n° 24, 26 et 28 rue des Champs de la Ville, du mardi 17 février à partir de 8h00 au mercredi 18 février 2026 à 18h00.
- Article 2 -** Dans le cadre de l'occupation du domaine public, le demandeur s'engage à verser la somme due au titre des droits de place.
- Article 3 -** Tout véhicule en infraction sera considéré comme gênant conformément à l'article R.417-10 du code de la route et passible d'une mise en fourrière aux frais de son propriétaire.
- Article 4 -** La présente autorisation sera abrogée dès la fin de la période fixée à l'article 1.
- Article 5 -** Monsieur le Maire de Gien est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 6 -** DIFFUSION À :
- LogemLoiret, 6 rue du Commandant de Poli, 45403 Orléans Cedex 1,
  - Madame la directrice des services techniques,
  - Garage Croisé, 44 route de Saint-Martin, 45500 Poilly-Lez-Gien,
  - Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie de Gien,
  - Monsieur le chef de service de la police municipale de Gien,
  - Monsieur le chef du centre de secours de Gien.

Fait en Mairie de Gien, le 5 février 2026



Par délégation du Maire,  
 Laurent Rougeron

L'Adjoint en charge de l'Aménagement, des Travaux et du Cadre de Vie.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Certifie l'affichage le : 09.02.26